

Abo 2016
Soutenez l'UDC
et le Franc-parler!
Bulletin de versement en annexe.

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Un chaos toujours plus grand!



Loi sur l'asile

4-5

NON à la culture de bienvenue
à la Merkel!

**NON aux
AVOCATS GRATUITS
pour TOUS LES
REQUÉRANTS D'ASILE!**



Initiative vache à lait

11

Oui à un financement équitable
des transports!



Suisse - UE

12-13

Traité d'intégration institutionnelle:
la mort des bilatérales



L'UDC dans les médias en mars

Le mot du président



Attention! Confiscation.

La conseillère fédérale Sommaruga a décidé il y a peu avec le Conseil fédéral que la Confédération et les cantons pouvaient réquisitionner les abris de la protection civile des communes afin de «maîtriser la situation d'urgence que connaît actuellement le domaine de l'asile». Etant donné que la notion de réquisitionner n'existe pratiquement pas dans mon vocabulaire, je me suis mis à étudier la chose afin de savoir de quoi il pouvait bien s'agir.

Réquisitionner signifie confisquer. Voilà qui est clair. Si nous devons être confrontés à une immigration de milliers, voire de dizaines de milliers de personnes en quelques jours, la Confédération prendrait aux communes les abris de la protection civile (confiscation). Au lieu de protéger les frontières contre les entrées illégales et de mettre en place des contrôles de la frontière à l'aide de l'armée, la seule chose que l'on garantit, c'est la répartition de tous les nouveaux venus.

La prochaine étape sera le 5 juin. La révision de la loi sur l'asile qui sera soumise à votation ce jour-là donne à la Confédération la possibilité d'exproprier si nécessaire des terrains appartenant à des personnes privées ou à des communes pour acquérir et construire des centres fédéraux. L'UDC refuse résolument de telles attaques contre les droits de propriété alors que les autorités compétentes ne remplissent plus leurs tâches au niveau de l'exécution et du renvoi des requérants d'asile déboutés.

La Suisse ne connaît ce genre de droit d'expropriation uniquement pour des raisons d'intérêts supérieurs de la Nation, comme par exemple pour des constructions militaires qui servent à la sécurité du pays. On ne saurait accepter que des citoyens suisses et des communes soient contraints de céder leurs terrains, et que, parallèlement, ces mêmes communes et leurs citoyens aient de moins en moins le droit à la parole en matière d'asile.

Il n'est pas normal que l'UDC soit à nouveau le seul et unique parti à s'élever contre l'expropriation des communes et de notre population. Glissons donc dans l'urne un NON sec et sonnante à la nouvelle révision sur l'asile!

Toni Brunner, conseiller national, président de l'UDC Suisse

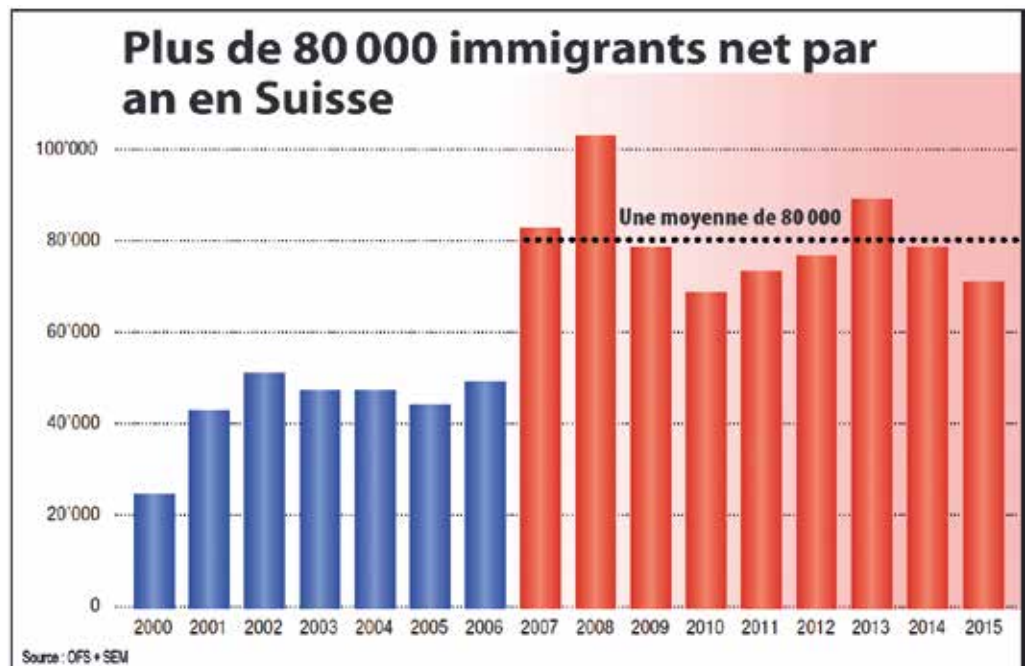
Limiter enfin l'immigration démesurée

L'an passé, ce ne sont pas moins de 71'495 personnes, soit à peu près l'équivalent de la population d'un canton comme le Jura, qui ont immigré en Suisse. Depuis l'introduction de la libre circulation complète des personnes en 2007, nous en sommes à plus de 725'000. Cela étant, le Conseil fédéral continue à s'opposer à une limitation efficace de l'immigration effrénée, limitation que le peuple et les cantons ont décidée dans les urnes il y a deux ans.

Le Conseil fédéral a enfin présenté il y a quelque temps ses idées quant à la manière dont il entend mettre en œuvre le contrôle et la limitation de l'immigration décidés par le peuple et les cantons le 9 février 2014. Les explications données sont toujours aussi floues. Le but est, toujours selon le Conseil fédéral, de parvenir à une solution négociée avec l'UE et, si tel n'est pas le cas, de fixer une clause de sauvegarde unilatérale. Quant à savoir à quoi ressemblera cette dernière et comment elle devrait fonctionner le cas échéant, cela reste encore et toujours dans le vague. Les réactions aux propositions du Conseil fédéral montrent en outre que personne, à part l'UDC, ne songe à respecter et à mettre en œuvre le mandat constitutionnel donné à nos autorités. On constate bien au contraire qu'il s'agit ici de maintenir la libre circulation des personnes via toutes les astuces possibles et imaginables, voire par une nouvelle votation populaire.

Le mandat constitutionnel est clair

L'UDC estime qu'il est primordial de réduire rapidement et significativement l'immigration démesurée. C'était exactement cela que voulait le peuple lorsqu'il s'est exprimé dans le cadre de la votation sur l'initiative populaire «contre l'immigration massive». Les instruments pour ce faire, en particulier les contingents et la priorité aux indigènes, ont été inscrits dans la Constitution. Le Conseil fédéral et le Parlement ne doivent rien faire d'autre que s'en tenir à ces prescriptions. Ils peuvent pour ce faire s'inspirer des éléments éprouvés du système que la Suisse a appliqué en matière d'immigration



Pour l'UDC, il est central que l'immigration diminue rapidement et de manière significative. C'est précisément la volonté exprimée par le peuple lors de l'acceptation de l'initiative «contre l'immigration de masse».

avant l'introduction de la libre circulation des personnes, système qui est encore valable aujourd'hui dans les grandes lignes pour les immigrants provenant des Etats extra-communautaires. Le concept de l'UDC qui a été présenté en mai 2014 se base également sur ces éléments. L'UDC continuera à suivre cette voie au Parlement, et ce, de manière conséquente.

Pas de trucages

L'UDC considère qu'il est incompréhensible et inacceptable que le Conseil fédéral n'ait pas approfondi et concrétisé l'idée qu'elle lui a proposée, à savoir introduire une clause de sauvegarde dans sa proposition pour la législation d'exécution. Ce faisant, le Conseil fédéral nourrit inévitablement la suspicion de vouloir mettre la

valeur de seuil à un tel niveau pour la clause de sauvegarde que l'immigration massive n'en serait nullement freinée. Il est impératif ici de clarifier de toute urgence ce concept, si l'on veut qu'il ait une chance au Parlement.

Le but premier, qui est de parvenir à une rapide diminution de l'immigration, ne doit pas être perdu de vue maintenant. Une immigration massive qui représenterait chaque année grosso modo la population de la ville de St-Gall signifierait une Suisse à 10 millions d'habitants et conduirait notre pays à la ruine.

Adrian Amstutz,
conseiller national
et chef du groupe UDC,
Sigriswil (BE)



NON à la culture de bienvenue à la Merkel

Si, le 5 juin 2016, l'UDC refuse la révision de la loi sur l'asile, on lui reprochera de bloquer ipso facto une procédure d'asile plus rapide. Mais quelle pourrait bien être l'utilité de procédures plus rapides si les requérants déboutés ne sont pas renvoyés systématiquement dans leurs pays d'origine? On ne ferait donc au final que créer plus de place pour encore plus de faux requérants d'asile. La révision de la loi sur l'asile a tout simplement été dépassée par la réalité.

L'expérience a montré que le département de la conseillère fédérale Sommaruga promet beaucoup au peuple et aux cantons en matière de révision de la loi sur l'asile, mais aussi qu'il n'est pas du tout conséquent lorsqu'il s'agit d'appliquer les décisions de ce même peuple. Le 9 juin 2013, quelque 78% des Suissesses et des Suisses disaient OUI aux «durcissements» dans le domaine de l'asile. Or, nombre de ces «durcissements» n'ont jamais été mis en oeuvre. Exemples:

• Les personnes qui ont refusé de servir ne sont pas considérées comme des réfugiés

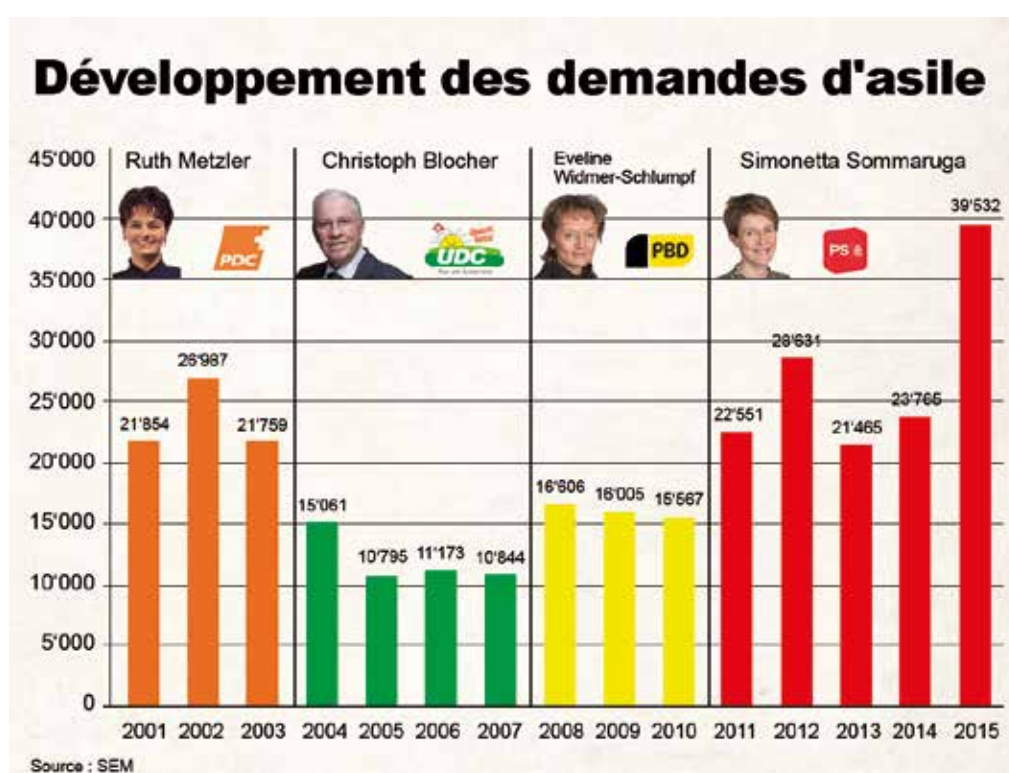
Le peuple a dit Oui à cette disposition en 2013. Or, que s'est-il passé depuis? Rien. La Suisse reste encore et toujours attractive pour les requérants d'asile en provenance d'Erythrée. Le nombre des demandes d'asile venant de ce pays est en effet passé de 2'563 en 2013 à 9'966 aujourd'hui.

• Les requérants d'asile récalcitrants seront transférés dans des centres spéciaux

Le peuple suisse a également déjà dit Oui à ce propos en 2013. Un oui qui n'a pas été suivi d'effet, car il n'existe encore aucun centre pour requérants d'asile récalcitrants. La conseillère fédérale Sommaruga revient avec cette idée dans la nouvelle révision de la loi sur l'asile.

Culture de bienvenue au lieu d'une application conséquente

La révision de la loi sur l'asile entend renforcer encore plus notre culture de



Une application stricte des lois en vigueur fait défaut. L'asile est à nouveau hors de tout contrôle. Les demandes d'asile, et donc les coûts sont à nouveau en hausse de façon spectaculaire.

bienvenue au lieu de la restreindre. Il s'agit en fin de compte d'accepter le plus grand nombre possible d'immigrants illégaux, de migrants économiques et sociaux dans notre pays, et ce, que ces derniers soient ou non menacés dans leur intégrité corporelle ou leur vie. Cette révision menace donc la tradition humanitaire de la Suisse. Et pour atteindre cet objectif, les responsables ne craignent pas d'avoir recours à des demi-vérités pour défendre leur nouveau concept.

Les mensonges de l'hébergement

Les 5'000 lits prévus dans les nouveaux centres de la Confédération suffisent

pour cinq à six semaines si l'on compte 3'600 demandes d'asile par mois. Ensuite, les requérants d'asile quittent ces centres chroniquement surpeuplés pour être confiés aux cantons pour le reste de la procédure. Le Secrétariat d'Etat aux migrations a fait croire aux cantons et aux communes qu'ils pourraient «réduire massivement leurs capacités d'hébergement». Ils ne devraient ainsi à l'avenir ne plus mettre à disposition que quelque 10'000 places. Au vu de la réalité du terrain, cette promesse ne tient pas la route. Pour les 39'523 demandes d'asile déposées en 2015, le calcul est en effet vite fait: si les can-

tons et les communes ne devaient plus à l'avenir accueillir que 10'000 personnes, alors la Confédération devrait, elle, s'occuper de 29'523 cas (départs et renvois compris). Comment le ferait-elle avec 5'000 lits?

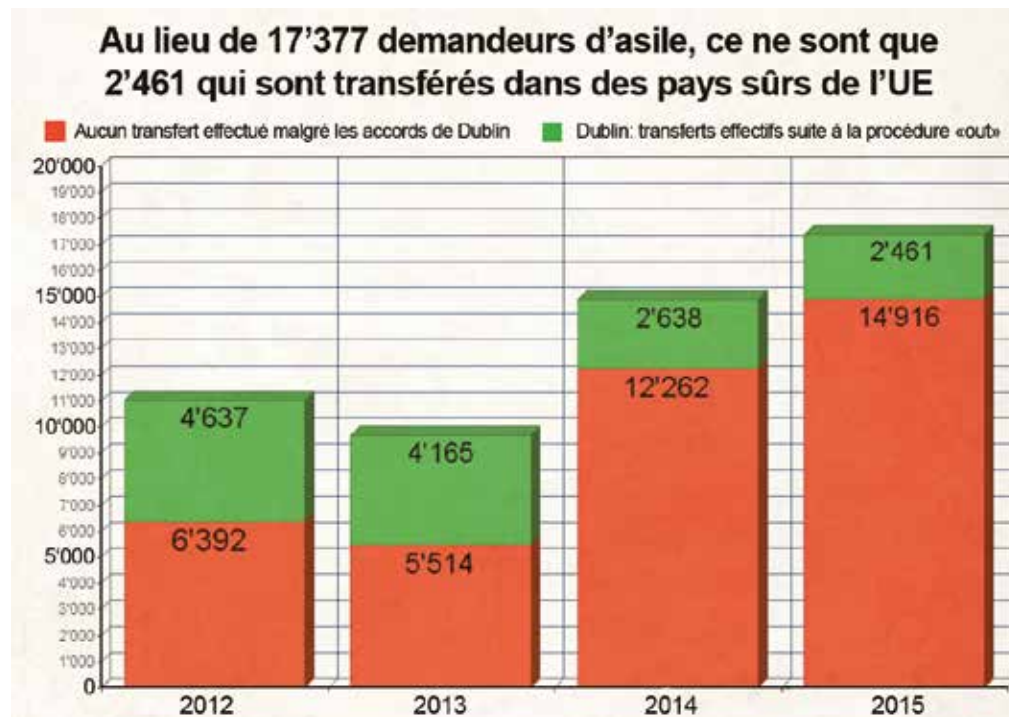
Les «mensonges de Dublin»

De nombreux Etats européens ont d'ores et déjà suspendu les accords de Dublin. Quant à la Suisse, elle continue encore et toujours à croire à ce concept de répartition pour le moins inefficace. Le Secrétariat d'Etat aux migrations entend, avec la loi sur l'asile révisée dans le cadre des «accords de Dublin», transférer dans les premières semaines après leur arrivée déjà 40 pour cent de tous les requérants d'asile dans le pays de l'UE qui s'était chargé de leur premier enregistrement.

Les «accords de Dublin» sont une lettre morte, comme les chiffres le montrent sans ambiguïté. En 2015, parmi les 17'377 présumés «cas Dublin», la Suisse n'a pu en effet transférer que 2'461 personnes dans les pays où ils avaient été enregistrés la première fois. De plus, conséquence également des accords de Dublin, la Suisse a dû, en 2015, reprendre encore 588 personnes d'autres Etats signataires desdits accords. En lieu et place de 40 pour cent de tous les requérants d'asile, notre pays ne peut en réalité n'en transférer que 6 pour cent aux «Etats Dublin». Et la tendance est encore à la baisse. La révision de la loi sur l'asile ne fonctionnera donc pas, et ce, justement en raison de ce genre d'hypothèses, qui sont erronées.

Un mauvais signal au mauvais moment

Cette révision de la loi sur l'asile signifie que le plus grand nombre de migrants possible doit être accueilli dans des centres fédéraux bien équipés, où ils bénéficieraient d'un encadrement complet, d'une couverture médicale universelle et d'une représentation et d'un conseil juridique à bien plaisir (avocat gratuit). Une grande partie de ces gens



Au lieu de 40 pour cent de tous les demandeurs d'asile, c'est un peu moins de 6 pour cent qui sont en fait remis aux «Etats-Dublin» (chiffre en baisse).

resteront en Suisse bien que leur intégrité corporelle et leur vie ne soient pas menacées. Il n'y a pas eu 9'000 personnes dont la demande d'asile a été refu-

«Cette révision signifie que le plus grand nombre de migrants possible doit être accueilli dans des centres fédéraux bien équipés et bénéficier d'un encadrement complet, d'une couverture médicale universelle et d'un avocat gratuit.»

sée qui ont quitté la Suisse sous contrôle l'an passé. Si l'on compare au nombre des nouvelles demandes d'asile, cela ne représente que 23 pour cent. Une éventuelle accélération de la procédure signifiera donc pour la grande partie des requérants d'asile la certitude de pouvoir rester dans notre pays, et ce, encore plus rapidement que cela n'a été le cas jusqu'ici. Le but de la révision de la loi

sur l'asile est donc contre-productif. L'attractivité de la Suisse pour les faux réfugiés et les migrants illégaux ne peut donc qu'augmenter davantage encore avec cette révision de la loi sur l'asile, tandis que d'autres Etats verront leur propre attractivité fortement diminuer. La révision donne en conséquence un signal complètement erroné, et qui plus est au mauvais moment.

Si nous refusons la révision de la loi sur l'asile, nous disons également oui à la loi sur l'asile actuellement en vigueur. Ce qui ne serait pas mal du tout. La mise en œuvre reste toutefois encore et toujours lacunaire sur de nombreux points. Le domaine de l'asile en Suisse manque d'organisation et de direction. C'est là qu'il faut mettre la pression. Une nouvelle loi n'est absolument pas nécessaire.

Heinz Brand,
conseiller national,
Klosters (GR)



De nouveaux succès électoraux pour l'UDC!

L'UDC a certes perdu la votation fédérale du 28 février sur l'initiative de mise en œuvre, mais n'en a pas moins remporté la mise lors de différentes élections cantonales et communales, avec des voix et des sièges en plus.

Elections cantonales




























St-Gall

Surprenante victoire de l'UDC

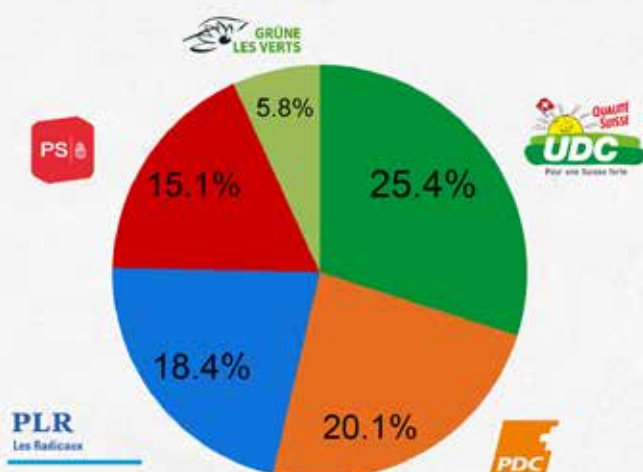
A St-Gall, l'UDC a pu augmenter sa part électorale à 29,6% lors des élections au Grand conseil, où elle dispose désormais de 40 sièges, ce qui représente 5 sièges en plus par rapport à la dernière législature.

Répartition des sièges au Grand conseil St-Gallois

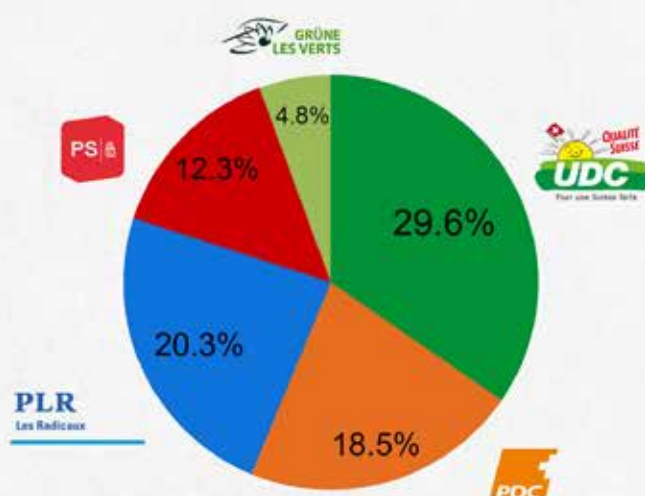
Parti	Sièges 2012	Sièges 2016	Évolution
 UDC	35	40	2012  2016  +5
 PDC	29	26	2012  2016  -3
 PLR Les Radicaux	22	26	2012  2016  +4
 PS	20	20	2012  2016  -
 GRÜNE LES VERTS	5	5	2012  2016  -
vert'libéraux	5	2	2012  2016  -3
 PEV Proletariat	2	0	2012  2016  -2
 PBD	2	0	2012  2016  -2
Autres	1	0	2012  2016  -1

Evolution de la force des partis dans le canton de St-Gall

2012



2016



Elections cantonales



Uri

Autres gains électoraux en Suisse centrale pour l'UDC

Dans le canton d'Uri, les élections concernaient aussi bien le Grand conseil que le Conseil d'Etat. Au Grand conseil, l'UDC est parvenue à défendre ses sièges, quoique l'élection du Grand conseil doit encore avoir lieu dans la commune de Bauen, mais l'on peut estimer que là encore l'UDC parviendra à gagner également un siège. L'UDC aurait ainsi 15 (+1) des 64 sièges que compte le Grand conseil.

Répartition des sièges dans le nouveau Grand conseil du canton d'Uri:

Parti	Sièges 2012	Sièges 2016	Évolution
 UDC	14	15	2012  2016  +1
 PDC	23	22	2012  2016  -1
 PLR Les Radicaux	16	18	2012  2016  +2
 PS  GRÜNE LES VERTS	11	9	2012  2016  -2

Elections aux Conseils d'Etat

Le premier tour des élections aux Conseils d'Etat ainsi que des élections complémentaires ont également eu lieu dans les cantons de St-Gall, d'Uri, de Berne et de Nidwald.



Dans le **canton de St-Gall**, l'UDC a pu défendre avec succès le siège qu'elle occupait jusqu'ici au Conseil d'Etat. Pour le second tour, le parti sera représenté par une nouvelle candidate: **Esther Friedli**.



L'UDC a présenté des candidats aux Conseils d'Etat dans les **cantons de Berne, d'Uri et de Nidwald**.



Avec **Pierre-Alain Schnegg** à Berne et **Petra Simmen** à Uri, l'UDC se présente au deuxième tour, tandis qu'elle y a renoncé dans le canton de Nidwald.

Elections communales



Les élections communales dans le **canton de Bâle-Campagne** ont également été favorables à l'UDC. Elle a en effet gagné 7 sièges au total dans les conseils généraux des cinq grandes communes que sont Allschwil, Binningen, Liestal, Pratteln et Reinach.



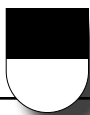
Dans le **canton de Fribourg** également, l'UDC a fait fort lors des élections communales. L'UDC est désormais représentée dans tous les exécutifs communaux, à l'exception de celui de la ville de Fribourg. A cela s'ajoute plus de 130 représentants UDC qui ont été élus dans les parlements communaux.



Des élections communales ont également eu lieu le 28 février dans le **canton de Vaud**. L'UDC a pu obtenir 347 mandats au niveau communal, ce qui représente une augmentation de 78 mandats par rapport à l'année 2011. L'UDC a ainsi pu augmenter sa part électorale de 4,2% par rapport aux dernières élections communales.

Part électorale de l'UDC dans les communes du canton de Vaud





Le Grand Conseil censure le peuple!

L'UDC du canton de Fribourg a pris acte avec consternation de la décision du Grand Conseil d'invalider l'initiative populaire «Contre l'ouverture d'un centre Islam et société à l'Université de Fribourg : non à une formation étatique d'imams».

Cette décision est scandaleuse et constitue un déni de démocratie sans précédent dans notre canton. L'UDC Fribourg rappelle que l'initiative était rédigée en termes généraux, ce qui aurait permis, en cas d'acceptation, de rédiger un texte conforme aux exigences légales. Par cette invalidation, le Grand Conseil reconnaît un droit absolu à la mise en place d'une formation étatique d'imam.

Peuple censuré

La grande culture démocratique qui a forgé notre canton jusqu'à ce jour aurait voulu que l'adage « in dubio pro populo » soit retenu, et que les 8'734 signatures à l'appui de cette initiative ne soient pas simplement mises à la poubelle. Ainsi, l'avis de deux juristes aura privé des milliers de Fribourgeoises et de Fribourgeois de donner le leur.

L'UDC Fribourg est d'avis que cette décision constitue un dangereux précédent. Une société dans laquelle on ne laisse plus le peuple s'exprimer est une société qui va mal. Il est ainsi parfaitement cho-



L'initiative contre un centre «Islam et société» avait mobilisé les Fribourgeois. Le soutien populaire avait été massif.

quant que la plus haute autorité de notre canton – le peuple – se voie privée de l'exercice de son droit premier, celui de s'exprimer.

L'UDC cantonale continuera de s'opposer au centre islam et société et restera particulièrement vigilante à son développement. De plus, le parti cantonal analysera également

la possibilité de recourir contre cette décision auprès du Tribunal fédéral.

*Roland Mesot,
député et président
de l'UDC FR,
Châtel-St-Denis (FR)*



VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX DE L'UDC FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 60'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande.

Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58** ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**. Découvrez notre journal en ligne sur **www.udc.ch**



Lutte contre le terrorisme ou désarmement de la Suisse?

Avant la votation sur l'accord de Schengen-Dublin il était dit aux passionnés de tir et à l'armée Suisse que la directive de l'UE sur les armes ne s'appliquerait en principe pas à la loi suisse sur les armes. Quelques années après et avec l'acceptation de l'accord de Schengen-Dublin lors de la votation populaire du 5 juin 2005, les modifications de la directive de l'UE sur les armes 91/477 CEE s'appliquent en principe aussi à la loi suisse sur les armes. Pour rappel, la législation suisse sur les armes a déjà dû être durcie à fin 2008. La Suisse a introduit l'obligation d'un permis d'acquisition pour les ventes d'armes entre particuliers.

Sous la pression des attentats tragiques de Paris, la commission européenne veut durcir la législation sur les armes en Europe. La Suisse étant membre de l'espace Schengen, elle est obligée de reprendre sans rechigner de nouvelles règles dans son droit par une interdiction des armes à feu civiles.

Les modifications comportent en première ligne les points suivants :

- Prescriptions plus sévères pour interdire les armes à feu semi-automatiques, qui sont en possession de personnes privées, également si elles ont été définitivement désactivées.
- Règles uniformes pour le marquage d'armes à feu pour soi-disant un meilleur suivi des armes...
- Echange d'informations plus intensif entre les Etats membres de l'UE et les pays associés à l'accord de Schengen-Dublin.
- Obligations plus sévères pour les collectionneurs et j'en passe...

Ce projet européen de durcissement du droit sur les armes vise des règles plus strictes pour la mise hors service des armes, il prévoit d'interdire les armes à feu civiles qui ressemblent à des armes militaires automatiques comme les fusils d'assaut semi-automatiques.

Tireurs sportifs touchés

Les fusils d'assaut semi-automatiques qui peuvent être achetés avec un permis sont couramment utilisés pour le tir sportif. Avec ce projet, les chasseurs, les tireurs et les collectionneurs devraient en outre prouver que l'achat d'une arme répond à un besoin et ne pourraient obtenir de permis sans examen médical. Les militaires ne pourraient par ailleurs plus rapporter leur arme d'ordonnance à la maison à la fin de leur service. Des dizaines de milliers d'adeptes du tir sportif seraient directement touchés au cœur.

«Les mesures prévues ne touchent et ne criminalisent une fois de plus que les possesseurs honnêtes d'armes. Pour les terroristes et les criminels cela ne les découragera pas car ils ne font pas enregistrer leurs armes.»

La bonne nouvelle actuellement c'est que les ministres européens réunis le 10 mars dernier ont choisi le statu quo dans la quasi-totalité des points en discussion. Ils ont notamment refusé de rendre obligatoire un examen médical avant l'acquisition d'une arme. La Présidence de l'UE – en mains néerlandaises actuellement – doit désormais remanier la propo-

sition de directive et la promulguer d'ici juin 2016.

Nouvelle aberration de l'UE

Nous devons rester clairvoyant et refuser énergiquement cette nouvelle aberration de l'UE élaborée sous le coup de l'émotion et surtout qui manque sa cible: la lutte contre le terrorisme et la criminalité. Les mesures prévues ne touchent et ne criminalisent une fois de plus que les possesseurs honnêtes d'armes. Pour les terroristes et les criminels cela ne les découragera pas car ils ne font pas enregistrer leurs armes.

Indépendance et autodétermination

Notre liberté est un bien très précieux. La Suisse est née de la volonté farouche de nos ancêtres de conserver leur liberté, leur indépendance et leur autodétermination. Ces valeurs sont à la base de l'histoire à succès de notre pays. Comme vous pouvez le constater ci-dessus, l'autodétermination et l'indépendance de notre pays sont plus que jamais menacées aujourd'hui par des «élites autoproclamées» pro-européennes ainsi qu'une partie de la classe politique qui veulent que la Suisse reprenne dynamiquement et obligatoirement le droit de l'Union européenne. Nous devons réagir !

Raymond Clottu,
conseiller national,
La Brévine (NE)



CLUB PISCINE

WWW.CLUBPISCINE.CH

SPAS - PISCINES - TRAITEMENT DE L'EAU - ACCESSOIRES



WIR Bank

Route de Toches 3 - 1026 ECHANDENS - 021 617 17 17

LAVAGE ET VENTE DE DUVETS ET COUSSINS

WIR Bank

Le Roi du Duvet

DUVET PRESTIGE

Route des Toches 3 - 1026 ECHANDENS - Tél. 021 703 10 00

**VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX
DE L'UDC FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT**

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 60'000
lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande.

Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58**
ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**.
Découvrez notre journal en ligne sur **www.udc.ch**

dietschi
PRINT&DESIGN OLTEN



**BIEN PLUS QU' UNE
IMPRIMERIE ...**

DIETSCHI PRINT&DESIGN AG
Ziegelfeldstrasse 60 4601 Olten
T 062 205 75 75 F 062 205 75 00 www.dietschi.ch

IMPRESSUM

FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'000 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Kevin Crausaz | Crédit images: UDC Suisse, admin.ch.

Avancer en sécurité – Oui à un financement équitable des transports!

Le 5 juin, nous votons sur l'initiative «Pour un financement équitable des transports» (appelée aussi initiative «vache à lait»). Cette dernière demande que les recettes provenant des taxes sur l'essence soient investies à l'avenir spécifiquement pour l'infrastructure routière.

L'initiative a été lancée par un comité interpartis et avec le soutien de représentants de l'économie et d'organisations économiques. Les milieux à l'origine de cette initiative veulent déclarer la guerre à la surcharge croissante du trafic ainsi qu'aux bouchons de plusieurs kilomètres. Les usagers de la route perdent en effet parfois beaucoup de temps dans les villes et les agglomérations. Voilà qui est non seulement une source d'irritation et qui représente un risque non négligeable sur le plan de la sécurité de tous les usagers de la route, mais également qui coûte quelque 2 milliards de francs par année à l'économie publique.

Investissements urgents

Les causes des surcharges de trafic sur les routes sont les goulots d'étranglement, le mauvais entretien et l'exploitation lacunaire des routes nationales. Il est urgent d'investir dans les infrastructures routières. L'initiative permettra justement de garantir les moyens financiers nécessaires à cette fin. Il sera ainsi possible d'éliminer les goulots d'étranglement et d'aménager des contournements.

«L'augmentation du prix de l'essence n'est pas nécessaire, car il y a en fait suffisamment d'argent à disposition.»

Les politiciens affirment que l'argent nécessaire pour des projets routiers fait défaut. Mais les automobilistes,



Bien que les usagers de la route paient chaque année des impôts, taxes et redevances pour plus de 9 milliards de francs, ils sont bloqués dans le trafic. Les politiciens disent que l'argent manque pour les routes. C'est faux. L'argent est là – il suffit de l'engager correctement!

les motards et autres chauffeurs de camion paient depuis des décennies des taxes qui viennent alimenter la caisse de l'Etat. La Confédération génère en moyenne annuelle plus de 9 milliards de francs d'impôts et de taxes. Si l'on suit le Conseil fédéral, cela ne suffit pas: un nouveau fonds à créer pour le financement des routes nationales et du trafic des agglomérations (FORTA) devrait permettre de combler les lacunes de financement potentiels, notamment via une augmentation de la taxe sur l'essence.

Suffisamment d'argent

Cette augmentation du prix de l'essence n'est pas nécessaire, car il y a en fait suffisamment d'argent à disposition.

Cela dit, il convient de relever que seuls 30 pour cent des 9 milliards de francs sont utilisés pour les tâches routières. Le reste part dans la caisse générale de la Confédération ou est investi dans les transports publics. A l'avenir, les taxes payées par les usagers de la route devraient être effectivement utilisées pour la route. On votera donc en faveur d'un financement équitable des transports!

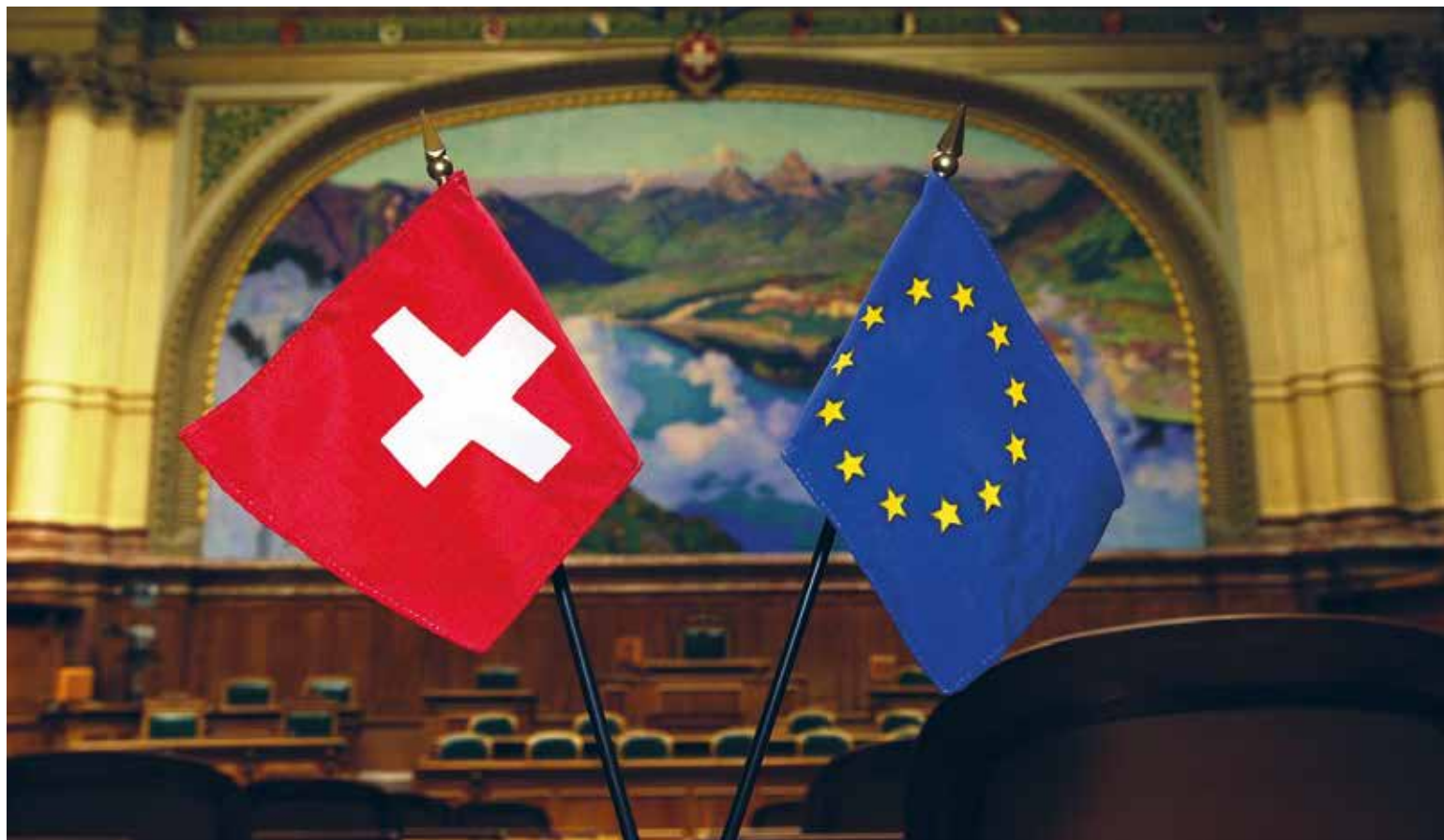
*Walter Wobmann,
conseiller national,
Gretzenbach (SO)*



Traité d'intégration institutionnelle : la mort des bilatérales

«Plus aucun accord sectoriel ne sera conclu avec la Suisse hors d'un accord institutionnel obligeant la Suisse de reprendre de façon automatique les évolutions du droit européen sous le contrôle juridictionnel de la Cour de justice de l'UE». En 2010, la Commission européenne avait déjà mis les points sur les i : pour elle, le futur des relations UE-Suisse sera multilatéral ou ne sera pas. Exit la voie bilatérale.

par Yves Nidegger, conseiller national, Genève (GE)



Ceux qui proclament le plus bruyamment leur prétendue vénération des accords bilatéraux ne rêvent en fait que d'y mettre fin par un traité multilatéral d'intégration institutionnelle, sorte d'adhésion à l'UE sans droit de vote.

Ceux qui battent la campagne en prétendant aujourd'hui que le vote du 9 février 2014 aurait «mis les bilatérales dans l'impasse» nous mentent : l'Union européenne avait sifflé la fin de la voie bilatérale 4 ans avant que le peuple et les canons ne décident, avant d'autres pays européens, de poser des limites à la libre circulation.

Profitant d'une confusion qu'ils alimentent depuis lors quotidiennement dans les médias, ces men-

teurs affirment que pour la Suisse du 9 février qui aurait péché contre l'Europe, il n'y aurait de salut pour les bilatérales que dans une adhésion au traité d'intégration institutionnelle que l'UE veut imposer pour en finir, précisément, avec la voie bilatérale. Si le vote du 9 février polarise tant de haine, c'est qu'il est venu rappeler ce que les mêmes voudraient oublier : la libre circulation, règle de l'UE aujourd'hui contestée par les membres de l'UE eux-mêmes, n'a pas vocation obligatoire

pour la Suisse qui non seulement n'entend pas devenir membre de l'UE mais n'accède de plus pas au marché unique qui constitue, pour les membres de l'UE, la contrepartie de la libre circulation. Qu'est-ce que la reprise automatique du droit européen et de ses évolutions sous le contrôle juridictionnel de la Cour de justice de l'UE sinon un trait essentiel de l'accord sur l'Espace économique européen dont le rejet par le peuple en 1992 avait imposé l'ouverture de l'approche bilatérale.

le des relation Suisse-UE en lieu et place d'un rapport institutionnel et multilatéral.

NON à une adhésion insidieuse

Personne aujourd'hui n'oserait regretter à haute voix le choix de 1992 qui a permis à la Suisse de

recupérer la compétence de contrôler l'immigration sur son sol juste avant l'arrivée des grandes invasions. Mais pour l'heure, il convient de parler vrai : ceux qui proclament le plus bruyamment leur prétendue vénération des accords bilatéraux ne

rêvent en fait que d'y mettre fin par un traité multilatéral d'intégration institutionnelle, sorte d'adhésion à l'UE sans droit de vote, prélude qui n'ose pas dire son nom à l'adhésion pleine et entière dont ils rêvent en secret depuis 1992.

«L'Union européenne avait sifflé la fin de la voie bilatérale 4 ans avant que le peuple et les canons ne décident, avant d'autres pays européens, de poser des limites à la libre circulation.»

conserver un droit manifestement plus favorable aux entreprises et à l'emploi que celui de ses voisins. Personne demain n'osera regretter à haute voix que la Suisse ait su



Le conseiller national Yves Nidegger est formel: «La libre circulation, règle de l'UE aujourd'hui contestée par les membres de l'UE eux-mêmes, n'a pas vocation obligatoire pour la Suisse».



BREXIT: QUELS EFFETS POUR LA SUISSE?

Quelle que soit l'issue du scrutin britannique, l'UE ne fera aucune concession à la Suisse, petit Etat placé au cœur de l'Europe d'un point de vue géographique, petit Etat dans une situation quelque peu inconfortable certes, mais qui n'en est pas moins bien loti. On nous menace même de la fameuse clause guillotine, à savoir l'annulation des Bilatérales I si nous ne nous en tenons pas à la libre circulation des personnes. Les 7 accords passés avec l'UE présentent plus d'avantages pour cette dernière que pour la Suisse. L'UE est endettée jusqu'au cou. Les clivages économiques entre le nord et le sud, les crises de la dette, la dépréciation de la monnaie et le chaos autour de la clé de répartition des réfugiés rendent la vie dure à l'Union européenne. Ne vaudrait-il donc pas mieux trouver un *modus vivendi* avec la Suisse, plutôt que de rechercher la confrontation? Non, dit la nomenclatura bruxelloise.

L'UDC proche de vous

Rencontrez personnellement vos parlementaires et posez-leur toutes vos questions!



Argovie



Burgherr Thomas, conseiller national
21 mars, 19h30
Restaurant Schützen, Aarau



Flückiger Sylvia, conseillère nationale
18 mars, 19h30
Café Caprice, Dorfstrasse, Schöftland



Giezendanner Ulrich, conseiller national
19 mars, 11h00
Rest. Tägerhard, Wettingen



Glarner Andreas, conseiller national
19 mars, 11h00
Rest. Tägerhard, Wettingen



Knecht Hansjörg, conseiller national
19 mars, 11h00
Rest. Tägerhard, Wettingen



Stamm Luzi, conseiller national
19 mars, 11h00
Rest. Tägerhard, Wettingen

21 mars, 19h30
Restaurant Schützen, Aarau



Reimann Maximilian, conseiller national
18 mars, 20h00
Hotel Schiff, Möhlin



Berne



Aebi Andreas, conseiller national
11 avril, 20h00
Restaurant Schwanen, Alchenstorf



Amstutz Adrian, conseiller national
23 mars, 20h00
Mehrzweckhalle Höfen, Stocken-Höfen



Bühler Manfred, conseiller national
1 avril, 20h00
Restaurant du Midi, Reconvilier



Geissbühler Andrea, conseillère nationale
pas d'événement



Hess Erich, conseiller national
18 mars, 20h00
Rest. Bären, Solothurnstrasse 21, Lengnau



Pieren Nadja, conseillère nationale
21 mars, 19h00
Gasthof zum Brunnen, Fraubrunnen



Rösti Albert, conseiller national
18 mars, 20h00
Hotel Schiff, Möhlin (AG)

23 mars, 20h00
Mehrzweckhalle Höfen, Stocken-Höfen



Salzmann Werner, conseiller national
21 mars, 19h30
Gasthof zum Brunnen, Fraubrunnen



von Siebenthal Erich, conseiller national
30 mars, 20h15
Restaurant Bären, Gsteig



Bâle-Campagne



de Courten Thomas, conseiller national
15 mars, 19h00
Rest. Sonne, Unterdorfstrasse 15, Röschenz



Sollberger Sandra, conseillère nationale
15 mars, 19h30
Rest. Sonne, Unterdorfstrasse 15, Röschenz



Bâle-Ville



Frehner Sebastian, conseiller national
pas d'événement



Kanton Appenzel Aus.



Zuberbühler David, conseiller national
19 avril, 20 mars
Restaurant Kantonsgrenze, Herisau/Degersheim



Fribourg



Rime Jean-François, conseiller national
pas d'événement



Page Pierre-André, conseiller national
pas d'événement



Genève



Amaudruz Céline, conseillère nationale
pas d'événement



Nidegger Yves, conseiller national
pas d'événement



Glaris



Hösli Werner, conseiller aux Etats
pas d'événement



Grisons



Brand Heinz, conseiller national
5 avril, 20h00
Restaurant Brauerei, Flims-Waldhaus



Martullo Magdalena, conseillère nationale
19 mars, 10h00
Jägerschafts-Beizli, Neudorfstrasse, Thusis
14 avril, 20h00
Hotel Grischa, Talstrasse 3, Davos-Platz



Lucerne



Estermann Yvette, conseillère nationale
31 mars, 20h00
Restaurant «Oberau» in Kriens-Obernau



Müri Felix, conseiller national
13 avril, 20h00
Restaurant Sonne, Emmen



Grüter Franz, conseiller national
13 avril, 20h00
Restaurant Sonne, Emmen



Neuchâtel



Clottu Raymond, conseiller national
pas d'événement



Nidwald



Keller Peter, conseiller national
19 mars, 09h30
Restaurant Rosenberg «Höfli», Stans



St-Gall



Brunner Toni, conseiller national
30 mars, 19h30
Landhaus zum Lerchenhof,
Mehlsecken-Reiden (LU)

14 avril, 19h30
Sport- und Freizeitcenter Tellimatt,
Tellimattstrasse 15, Aesch (LU)



Büchel Roland Rino, conseiller national
13 avril, 20h00
Restaurant Rössli, Diepoldsau



Müller Thomas, conseiller national
23 mars, 20h00
Seerestaurant, Rohrschach



Keller-Inhelder Barbara, conseillère nationale
20 avril, 20h00
Restaurant Seehof, Schmerikon



Reimann Lukas, conseiller national
30 mars, 20h00
Pfarreiheim, Zuzwil
(Esther Friedli steht Rede und Antwort)
19 avril, 20h00
Rest. Kantonsgrenze, Herisau/Degersheim



Schwytz



Dettling Marcel, conseiller national
1 avril, 20h00
Restaurant Frohsinn, Reichenburg



Schwander Pirmin, conseiller national
1 avril, 20h00
Restaurant Frohsinn, Reichenburg



Föhn Peter, conseiller aux Etats
1 avril, 20h00
Restaurant Frohsinn, Reichenburg



Kuprecht Alex, conseiller aux Etats
pas d'événement



Schaffhouse



Hurter Thomas, conseiller national
pas d'événement



Germann Hannes, conseiller aux Etats
pas d'événement



Soleure



Imark Christian, conseiller national
18 mars, 19h30
Restaurant «Drei Eidgenossen», Britten



Wobmann Walter, conseiller national
18 mars, 19h30
Restaurant «Drei Eidgenossen», Britten



Thurgovie



Eberle Roland, conseiller aux Etats
pas d'événement



Hausammann Markus, conseiller national
18 mars, 13h00 - 17h00
Frühjahrsmesse, Frauenfeld, Stand 217



Herzog Verena, conseillère nationale,
19 mars, 15h00 - 18h00
Frühjahrsmesse, Frauenfeld, Stand 217



Walter Hansjörg, conseiller national
20 mars, 15h00 - 18h00
Frühjahrsmesse, Frauenfeld, Stand 217



Uri



Arnold Beat, conseiller national
24 mars, 19h00
Restaurant Mühle, Schattdorf



Vaud



Buffat Michaël, conseiller national
5 avril, 20h00
Cafétéria Salle de gym,
Rte de Lausanne 40, Oron-la-Ville



Nicolet Jacques, conseiller national
5 avril, 20h00
Cafétéria Salle de gym,
Rte de Lausanne 40, Oron-la-Ville



Grin Jean-Pierre, conseiller national
5 avril, 20h00
Cafétéria Salle de gym,
Rte de Lausanne 40, Oron-la-Ville



Glauser Alice, conseillère nationale
5 avril, 20h00
Cafétéria Salle de gym,
Rte de Lausanne 40, Oron-la-Ville



Valais



Addor Jean-Luc, conseiller national
pas d'événement



Ruppen Franz, conseiller national
14 avril, 19h30
«Politforum» in Stalden



Zoug



Aeschi Thomas, conseiller national
22 mars, 19h30
SeminarHotel, Seestrasse 10, Unterägeri



Stahl Jürg, conseiller national
20 avril, 20h00
Sportzentrum Schluefweg, Kloten



Tuena Mauro, conseiller national
31 mars, 19h30
Restaurant Blue Monkey,
Stüssihofstatt 3, Zürich



Heer Alfred, conseiller national
31 mars, 19h30
Restaurant Blue Monkey,
Stüssihofstatt 3, Zürich

28 avril
Bezirk Dielsdorf



Zurich



Köppel Roger, conseiller national
30 mars, 20h00
Restaurant Hirschen, Hinwil
11 avril, 20h00
ref. Kirchgemeindehaus, Langnau am Albis



Steinemann Barbara, conseillère nationale
25 mai 19h30
Moosmatt Schulhaus, im Moos 24, Urdorf



Zanetti Claudio, conseiller national
31 mars, 19h30
Restaurant Blue Monkey,
Stüssihofstatt 3, Zürich



Rickli Natalie, conseillère nationale
8 avril, 18h15
Hotel Mercure Stoller, Badenerstrasse 357
(Albisriederplatz), Zürich



Vogt Hans-Ueli, conseiller national
9 avril, 10h00
SVP Bauernzmorgen,
Bauernhof Schlattgut, Herrliberg



Walliser Bruno, conseiller national
19 mars, 10h00
Gasthof «Höfli» Otelfingen



Egloff Hans, conseiller national
19 mars, 11h00
Mehrzweckraum, Alterszentrum am Bach,
Bachstrasse 1, Birmensdorf



Matter Thomas, conseiller national
12 avril, 19h00
Gewerbeverein Gelterkinden,
Firma Ruepp AG, Ormalingen (BL)



Rutz Gregor, conseiller national
8 avril, 18h15
Hotel Mercure Stoller, Badenerstrasse 357
(Albisriederplatz), Zürich

4x4

DESIGN. PUISSANCE. QUALITÉ.

LE NOUVEL OUTLANDER

4x4
BONUS

CHF 800.-

80 years
4x4 anniversary

III.: DID Diamond

Le design expressif incarne le nouveau langage du design

Mitsubishi: une face avant dynamique avec projecteurs à LED, un profil SUV sportif, une face arrière élégante, de larges phares à LED. Plus de cent améliorations dans les domaines de la sécurité, de la technique, du confort et de l'équipement dont le génial système 4x4 Super All-Wheel Control (en exclusivité sur le modèle haut de gamme DID Diamond). Le véhicule conserve son habitacle spacieux doté d'un maximum de 7 sièges ainsi que ses fantastiques équipements tels que le système d'assistance à la sécurité.

2WD Pure déjà dès **CHF 24'649.-**, 4x4 DID Value CHF 32'199.-*,
4x4 Plug-in-Hybrid Value CHF 39'199.-



Désormais également
en Plug-in-Hybrid



Génial à tout point de vue.

www.mitsubishi-motors.ch



*Prix nets indicatifs recommandés, TVA et bonus (2WD Pure: CHF 350.-, 4x4 Value: CHF 2'800.-, 4x4 Plug-in-Hybrid Value: CHF 800.-), valables pour toute signature de contrat et immatriculation avant le 30.4.2016. Consommation énergétique normalisée totale l/100 km (équivalent essence)/émissions de CO₂ g/km/catégorie d'efficacité énergétique: 2.0 essence 6.7/155/F; 2.2 DID 5.3 (5.9)/139/D. CO₂: moyenne de tous les véhicules neufs vendus: 139 g/km.